



La sixième édition de la conférence mondiale intitulée « INFOPOVERTY », ou la pauvreté en information, a été une occasion pour analyser les possibles contributions de la révolution numérique dans la lutte contre la pauvreté. Cette conférence tenue aux Nations Unies/New York qui entre dans le cadre du Forum d'ONG du Conseil Economique et Social (ECOSOC) des Nations Unies était organisée par l'Observatoire sur le développement des nouvelles technologies de la communication (OCCAM), créé en 1997 par l'UNESCO.

La participation active de 173 représentants de plus de 135 organismes publics et privés, a été facilitée par les deux pays pilotes de l'Alliance publique-privée des Nations Unies pour le développement rural, à savoir la République de Madagascar, par le biais de son représentant l'Ambassadeur Zina ANDRIANARIVELO-RAZAFY, et la République Dominicaine. Les participants tels que le Parlement Européen, les géants de l'informatique (Microsoft), de la télécommunication (Siemens, Telespazio) et des compagnies se spécialisant dans la transmission par satellite (Eutelsat) et plusieurs ONGs ont pu identifier les technologies de l'information et de la télécommunication (TIC) comme un outil pour combattre la pauvreté mais également une opportunité pour réduire la fracture numérique entre les pays développés et ceux en voie de développement.

L'utilisation lors de ce forum des TIC telles que la vidéoconférence et la téléconférence ayant permis la participation à distance de 8 pays dont Madagascar, la Russie, l'Italie, la Tanzanie, la Nation Navajo des Etats-Unis d'Amérique, le Brésil et le Pérou, a été une preuve supplémentaire quant aux possibilités des TIC dans le partage à distance des connaissances, des expériences et des recommandations.

Si les échanges ont évoqué, d'une part, les nouveaux risques, tels que des politiques industrielles monopolistiques et des barrières invisibles entravant l'accès à l'information, ils ont, d'autre part, rappelé l'opportunité que représentent les TIC pour favoriser le développement et réduire la pauvreté. La conférence s'est concentrée sur 3 priorités liées aux principaux

éléments de succès des politiques de développement :

□ D'abord, la connectivité globale : alors que le monde est entouré par un vaste système de satellites, les coûts élevés et l'incompatibilité des standards rendent la liaison satellitaire inaccessible pour nombre de pays en développement. Avec des tarifs spéciaux, une alliance entre les fournisseurs de satellites et ces pays pourrait mener à une véritable partage de connaissances pour tous, capable de transformer la surabondance d'information en approvisionnement de services tels que la télémédecine, le télé-enseignement, l'E-gouvernance, l'E-commerce (commerce sur Internet) et bien d'autres services.

□ Ensuite, la réplication des modèles de « Village TIC » : parmi les mises en œuvre les plus intéressantes du Sommet mondial sur la société de l'information en 2005, le « Village TIC », ou village numérique situé dans la banlieue de Tunis a été certifié comme modèle. Créé avec l'appui des organismes internationaux tels que la FAO, l'Union Internationale des télécommunications, le PNUD, l'UNESCO, et la Banque mondiale, le modèle encourage l'utilisation des TIC pour fournir des services de base pour le développement, et de ce fait, favorise des activités économiques même au niveau des villages.

Grâce à une communication téléphonique directe, en provenance d'Antananarivo, Mr. Ivohasina Razafimahefa, Conseiller spécial à la Présidence de la République de Madagascar, a partagé l'expérience malgache actuellement menée au « Village TIC » de Sambaina (Manjakandriana), un projet-pilote original. Il a fait appel à la coopération internationale et au partenariat public-privé pour appuyer ces efforts méritoires. Un appel qui a été bien noté par tous les participants au forum.

□ Enfin, une convergence concrète et proactive de toutes les parties prenantes, tels que gouvernements, organismes internationaux, compagnies privées et ONGs, peut mener à la création d'une plate-forme satellitaire de E-services qui bénéficieraient assurément les communautés désavantagées. L'existence de ces E-services pourrait créer des marchés fiables et motiverait les compagnies TIC dans la recherche et le développement de produits capables de surmonter les difficultés structurelles telles que le manque d'électricité et de connectivité, et la création d'appareils adaptés aux besoins spécifiques de la communauté.

Une déclaration a été adoptée à l'issue du forum. Les recommandations invitent toutes les parties prenantes à associer les partenaires locaux dans le processus. Les initiatives devraient également respecter l'identité culturelle et atteindre une population plus large et diversifiée. Le renforcement de capacité dans les domaines de l'E-gouvernement et de l'administration publique a été souligné. Par ailleurs, les outils TIC devraient être utilisés pour stimuler les productions agricoles et celles des secteurs non traditionnels. Enfin, gouvernements et organismes intergouvernementaux ont été invités à employer des méthodes traditionnelles et nouvelles des TIC pour élargir davantage l'accès aux marchés nationaux et internationaux, et par conséquent, stimuler la création de travail décent par la croissance des petites et moyennes entreprises.

Les résultats de cette réunion placée sous le patronage du Président de la République d'Italie seront présentés au segment de haut niveau de l'ECOSOC à Genève au mois de juillet, sous forme de rapport de coalition.

LEGENDE: SEM ZINA ANDRIANARIVELO-RAZAFY ET MR. PIERPAOLO SAPORITO, PRESIDENT DE L'OCCAM, FACILITATEURS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE "INFOPOVERTY"; ONU-NEW YORK.